

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



samedi 16 novembre 2013

La démocratie, l'argent et la crise : un système savamment organisé

Capitaine Martin

Si les États membres de l'Union européenne continuent d'appliquer les politiques d'austérité, il pourrait y avoir entre quinze et vingt-cinq millions de nouveaux pauvres. Un nombre équivalent à celui des citoyens européens vivant actuellement aux Pays-Bas ou en Autriche... Cette inflation de la misère ferait grimper le nombre de pauvres à quelque 146 millions, soit plus du quart de la population européenne.

C'est l'avertissement lancé par [Oxfam](#), confédération d'ONG luttant contre la pauvreté et l'injustice dans le monde, dans son rapport intitulé : « [le piège de l'austérité – l'Europe s'enlise dans les inégalités](#) ». Lequel conclut que les politiques d'austérité menées par les États membres pour surmonter la crise de la dette souveraine et accéder aux programmes de sauvetage n'ont réussi ni à réduire le coût de la dette, ni à favoriser la croissance.

« En Afrique, en Asie et en Amérique latine, certains pays ont mis vingt ans pour revenir aux niveaux d'avant la crise. En Europe, ces politiques minent de façon irréversible les caractéristiques du modèle économique et social européen tel qu'il s'est développé au cours du XXe siècle. Notre analyse indique que les effets de ces politiques empêchent les plus pauvres de se ressaisir, y compris lorsque la croissance sera de retour en Europe », explique [Maurizia Iacchino](#), présidente d'Oxfam Italie.

Le rapport d'Oxfam souligne que les mesures d'austérité favorisent la concentration des richesses aux mains des 10 % les plus riches, alors que les inégalités ne cessent de se creuser dans les pays qui les ont adoptées. De même, sans l'adoption urgente de mesures de relance de la croissance, sans investissement dans les services essentiels, sans lutte contre l'évasion et la fraude fiscales, l'écart entre les riches et les pauvres au Royaume-Uni ou en Espagne pourrait dans les dix prochaines années devenir similaire à celui du Soudan du sud ou du Paraguay.

Il est intéressant de constater que certaines institutions internationales traditionnellement engagées en faveur de politiques d'austérité commencent à revoir leur copie. [Le FMI s'est dernièrement livré à une étude de l'impact des politiques dites de consolidation budgétaire](#), et son rapport est sans ambiguïté : l'austérité réduit plus fortement que prévu l'activité économique

et donc les rentrées fiscales, provoquant un creusement des déficits. Ce point de vue est également partagé par d'éminents économistes tels que le professeur Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001. Pour lui, « *la raison pour laquelle l'austérité est particulièrement mauvaise, c'est le problème sous-jacent du manque total de demande. Lorsqu'il y a austérité, la demande chute. Et quand la demande chute, la croissance recule et le chômage augmente. Lorsque le chômage augmente, les salaires baissent en raison de la compétition pour les emplois, et les services sociaux sont réduits. Tous les aspects de l'inégalité sont donc exacerbés* ». CQFD.

Le rapport d'Oxfam est accompagné d'une étude de cas, pays par pays. [L'étude pour la France](#) montre que les politiques d'austérité y ont un impact sur les niveaux de pauvreté et d'inégalité. Le pouvoir d'achat a diminué d'1,2 % en 2012 (la plus forte baisse depuis 1984), tandis que dans le même temps, les coûts de l'électricité, du gaz ou du pétrole augmentaient. La dette publique a crû de 3 % depuis 2011, creusant encore le déficit budgétaire. Si l'on fixe le seuil de pauvreté à 60 % du niveau de vie médian, 7,8 millions de personnes (soit 13 % de la population totale) étaient considérées en 2006 comme pauvres en France. En 2010, ce chiffre est passé à 8,6 millions (14 % de la population), dont 2,7 millions d'enfants. Cela représente une augmentation de près de 800.000 pauvres en moins de cinq ans...

Cette augmentation de la pauvreté a particulièrement touché les familles monoparentales, les retraités, les femmes et les jeunes de moins de 18 ans, parmi lesquels le taux de pauvreté a atteint 19,6 %. Entre 2009 et 2010, les salaires au sein des 20 % des personnes les plus pauvres ont diminué de 1,3 %, alors qu'ils ont augmenté de 0,9 % pour les 20 % les plus riches.

Entre 2000 et 2010, le revenu moyen des ménages faisant partie des 10 % les plus pauvres a augmenté de 5,3 % (soit 400 €), alors que celui faisant partie des 10 % les plus riches a augmenté de 18,9 % (soit 8.950 €). En 2010, la partie la plus pauvre de la société a gagné sept fois moins que la partie la plus riche, contre 6,3 fois en 2000.

Au sommet de la pyramide des revenus, ceux issus des placements financiers représentent une part importante des ressources. Si certains se plaignent des effets de la crise, la fortune des super-riches a connu la plus grande augmentation au cours de la période 2004-2010. Les 10 % les plus riches ont augmenté leurs revenus de près de 7 %. Quant au cercle hyper restreint des 0,01 % les plus riches, il a vu sa fortune croître de 32,3 % !

Plus que jamais, l'État représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du peuple par le Capital. Dans la république dite démocratique, la richesse exerce son pouvoir d'une façon indirecte mais d'autant plus sûre, à savoir l'alliance entre le gouvernement et l'argent. Aujourd'hui, dans les régimes que nous connaissons en Occident, la domination des banques a développé jusqu'à en faire un art peu commun les moyens de défendre et de mettre en œuvre la toute-puissance de la richesse. La république démocratique est alors la meilleure forme politique possible du capitalisme ; le Capital, après s'en être emparé, assoit son pouvoir si solidement, si

sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis.

Dans ce contexte, le vote, par son inutilité, ne devrait pas apparaître comme un enjeu central, [les représentants élus ne représentant qu'eux-mêmes et leurs intérêts de classe](#). Alors que 2014 sera marquée par les élections municipales et européennes, il semble indispensable de réfléchir aux limites de la « démocratie » dans sa forme actuelle... et aux moyens d'abattre le système qui s'en prévaut.

Capitaine Martin

<http://www.resistance-politique.fr/article-la-democratie-l-argent-et-l-...>

<http://www.resistance-politique.fr/article-la-democratie-l-argent-et-la-crise-un-systeme-savamment-organise-121107202.html>

<http://www.legrandsoir.info/la-democratie-l-argent-et-la-crise-un-systeme-savamment-organise.html>